



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

QUARANTIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mercredi 27 novembre 2013 — N° 97

Neuf heures quarante-cinq

Président de l'Assemblée nationale :
M. Jacques Chagnon

QUÉBEC

Partie 1
AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député de Dubuc sur le sujet suivant : *Des lauriers pour La Vieille Ferme de Saint-Fulgence.*
- La députée de Saint-Henri–Sainte-Anne sur le sujet suivant : *Féliciter Mme Monique Lefebvre, lauréate de la médaille de l'Assemblée nationale–défi sportif.*
- La députée de Masson sur le sujet suivant : *30^e anniversaire de l'organisme Les Amis de Lamater.*
- La députée de Bourassa-Sauvé sur le sujet suivant : *Hommage à la Fondation de l'Est et à son Centre Rêves et Espoir.*
- La députée d'Arthabaska sur le sujet suivant : *Musée Laurier.*
- La députée d'Hochelaga-Maisonneuve sur le sujet suivant : *L'Atelier d'histoire Hochelaga-Maisonneuve fête ses 35 ans.*
- Le député de Papineau sur le sujet suivant : *Hommage à Mme Mélanie Lacasse, docteure de cœur et de famille.*
- Le député de Bourget sur le sujet suivant : *Souligner le 20^e anniversaire de la Promenade Bellerive.*
- Le député de Jean-Lesage sur le sujet suivant : *Hommage à M. Richard Mercier, professeur à l'école des Jeunes-du-Monde.*
- Le député de Verchères sur le sujet suivant : *10 ans de Contact'L de Varennes.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) documents

- b) rapports de commissions**
- c) pétitions**

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

Motion du leader du gouvernement proposant que le projet de loi n° 37, Loi interdisant certaines activités destinées à rechercher ou à exploiter du gaz naturel dans le schiste, soit déferé à la Commission des transports et de l'environnement pour la tenue de l'étude détaillée.

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2
AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

- 1) Rapport de la Commission des finances publiques qui, le 5 novembre 2013, a procédé à l'audition du président-directeur général et du président du conseil d'administration du Fonds de solidarité FTQ sur les mesures d'amélioration de sa gouvernance, plus particulièrement les changements apportés en 2009, ainsi que de l'Autorité des marchés financiers. Le rapport contient deux recommandations.
Rapport déposé le **12 novembre 2013**
Sous réserve des dispositions du 2^e alinéa de l'article 94 (R.A.N.), la prise en considération de ce rapport doit être effectuée au plus tard le **27 novembre 2013**.

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 2) Projet de loi n° 20
Loi sur l'enregistrement des armes à feu
Présenté par le ministre de la Sécurité publique le **19 février 2013**
- 3) Projet de loi n° 33
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale
Présenté par le ministre responsable des Institutions démocratiques et de la Participation citoyenne le 20 mars 2013
Reprise du débat ajourné le **25 septembre 2013**
- 4) Projet de loi n° 34
Loi donnant suite au discours sur le budget du 20 novembre 2012 et modifiant diverses dispositions législatives
Présenté par le ministre des Finances et de l'Économie le **15 mai 2013**

- 5) Projet de loi n° 36 *
Loi sur la Banque de développement économique du Québec
Présenté par la ministre déléguée à la Politique industrielle et à la Banque de développement économique du Québec le 24 avril 2013
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le **28 mai 2013**

*** Recommandation du lieutenant-gouverneur**

- 6) Projet de loi n° 37
Loi interdisant certaines activités destinées à rechercher ou à exploiter du gaz naturel dans le schiste
Présenté par le ministre du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs le 15 mai 2013
Principe adopté le **26 novembre 2013**
Vote sur la motion de renvoi à la Commission des transports et de l'environnement pour étude détaillée reporté le **26 novembre 2013**
- 7) Projet de loi n° 44
Loi proclamant le Mois de l'histoire des Autochtones
Présenté par la ministre déléguée aux Affaires autochtones le **4 juin 2013**
- 8) Projet de loi n° 47
Loi modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives en matière d'adoption, d'autorité parentale et de divulgation de renseignements
Présenté par le ministre de la Justice le **14 juin 2013**
- 9) Projet de loi n° 49
Loi modifiant diverses lois professionnelles et d'autres dispositions législatives dans le domaine des sciences appliquées
Présenté par le ministre responsable de l'application des lois professionnelles le 12 juin 2013
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le **13 novembre 2013**
- 10) Projet de loi n° 53
Loi modifiant de nouveau la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités en matière de financement et modifiant d'autres dispositions législatives
Présenté par le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire le **7 novembre 2013**

- 11) Projet de loi n° 55
Loi modifiant la Loi sur l'impôt minier
Présenté par le ministre des Finances et de l'Économie le **12 novembre 2013**
- 12) Projet de loi n° 56
Loi modifiant la Loi sur les produits alimentaires
Présenté par le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
le **19 septembre 2013**
- 13) Projet de loi n° 58
Loi modifiant de nouveau diverses dispositions législatives concernant
principalement le secteur financier
Présenté par le ministre des Finances et de l'Économie le **14 novembre 2013**
- 14) Projet de loi n° 59
Loi modifiant la Loi sur les impôts, la Loi sur la taxe de vente du Québec et
diverses dispositions législatives
Présenté par le ministre des Finances et de l'Économie le **14 novembre 2013**
- 15) Projet de loi n° 60
Charte affirmant les valeurs de laïcité et de neutralité religieuse de l'État
ainsi que d'égalité entre les femmes et les hommes et encadrant les
demandes d'accommodement
Présenté par le ministre responsable des Institutions démocratiques et de la
Participation citoyenne le **7 novembre 2013**
- 16) Projet de loi n° 61
Loi visant principalement le recouvrement de sommes payées injustement
par des organismes publics relativement à certains contrats dans l'industrie
de la construction
Présenté par le ministre de la Justice le **13 novembre 2013**
- 17) Projet de loi n° 62
Loi modifiant le Code des professions pour permettre une suspension ou une
limitation provisoire immédiate des activités d'un professionnel
Présenté par le ministre de la Justice et ministre responsable de l'application
des lois professionnelles le **14 novembre 2013**

18) Projet de loi n° 63
Loi sur le financement de certaines commissions scolaires pour les exercices financiers 2014-2015 et 2015-2016
Présenté par la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport le **14 novembre 2013**

19) Projet de loi n° 65
Loi concernant le remplacement et la reconstitution des actes notariés en minute détruits lors du sinistre ferroviaire du 6 juillet 2013 dans la Ville de Lac-Mégantic
Présenté par le ministre de la Justice le **19 novembre 2013**

Étude détaillée en commission

20) Projet de loi n° 14
Loi modifiant la Charte de la langue française, la Charte des droits et libertés de la personne et d'autres dispositions législatives
Présenté par la ministre responsable de la Charte de la langue française le 5 décembre 2012
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le 23 avril 2013
Principe adopté le **30 mai 2013**, et
Renvoyé à la Commission de la culture et de l'éducation

21) Projet de loi n° 28
Loi instituant le nouveau Code de procédure civile
Présenté par le ministre de la Justice le 30 avril 2013
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 17 septembre 2013
Principe adopté le **24 septembre 2013**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

22) Projet de loi n° 35
Loi modifiant le Code civil en matière d'état civil, de successions et de publicité des droits
Présenté par le ministre de la Justice le 17 avril 2013
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 28 mai 2013
Principe adopté le **28 mai 2013**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

- 23) Projet de loi n° 39
Loi sur les régimes volontaires d'épargne-retraite
Présenté par la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale le 8 mai 2013
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 17 septembre 2013
Principe adopté le **1^{er} octobre 2013**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 24) Projet de loi n° 45
Loi sur le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie
Présenté par le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie le 15 mai 2013
Principe adopté le **4 juin 2013**, et
Renvoyé à la Commission de la culture et de l'éducation
- 25) Projet de loi n° 51
Loi modifiant la Loi sur la division territoriale et d'autres dispositions législatives
Présenté par le ministre de la Justice le 13 juin 2013
Principe adopté le **6 novembre 2013**, et
Renvoyé à la Commission des institutions
- 26) Projet de loi n° 52
Loi concernant les soins de fin de vie
Présenté par la ministre déléguée aux Services sociaux et à la Protection de la jeunesse le 12 juin 2013
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 22 octobre 2013
Principe adopté le **29 octobre 2013**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux
- 27) Projet de loi n° 64
Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal
Présenté par le ministre délégué aux Régions le 14 novembre 2013
Principe adopté le **26 novembre 2013**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 28)** Projet de loi n° 190
Loi modifiant la Loi électorale afin de réduire les dépenses des partis politiques et la contribution maximale d'un électeur
Présenté par le député de Chauveau le **1^{er} novembre 2012**
- 29)** Projet de loi n° 191
Loi instituant Pharma-Québec
Présenté par le député de Mercier le **14 novembre 2012**
- 30)** Projet de loi n° 192
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Lévis le **15 novembre 2012**
- 31)** Projet de loi n° 193
Loi modifiant la Loi sur le vérificateur général
Présenté par le député de Granby le **13 février 2013**
- 32)** Projet de loi n° 194
Loi modifiant la Loi sur les permis d'alcool et d'autres dispositions législatives
Présenté par le député de Marguerite-Bourgeoys le **15 novembre 2012**
- 33)** Projet de loi n° 195
Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social
Présenté par la députée de Gouin le **28 novembre 2012**
- 34)** Projet de loi n° 197
Loi sur la création d'emploi et de richesse par le développement durable de l'activité minière
Présenté par le député de Rivière-du-Loup–Témiscouata le **27 novembre 2012**

- 35) Projet de loi n° 198
Loi mettant fin à la préséance des droits miniers sur les autres usages du territoire et modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme
Présenté par le député de Mercier le **20 mars 2013**
- 36) Projet de loi n° 199
Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption en matière de protection des dénonciateurs
Présenté par le député de Saint-Jérôme le **21 février 2013**
- 37) Projet de loi n° 390
Loi sur la révision des avantages financiers octroyés aux membres de l'Assemblée nationale
Présenté par le député de Chauveau le **12 mars 2013**
- 38) Projet de loi n° 391
Loi modifiant la Loi sur le Protecteur du citoyen
Présenté par le député de Granby le **8 mai 2013**
- 39) Projet de loi n° 392
Loi encadrant la nomination de certains titulaires d'emplois supérieurs
Présenté par le député de Lévis le **30 avril 2013**
- 40) Projet de loi n° 393
Loi modifiant la Loi électorale afin de prolonger le délai pour récupérer une contribution contrevenant à cette loi
Présenté par le député de Mercier le **2 mai 2013**
- 41) Projet de loi n° 394
Loi modifiant la Loi sur l'immigration au Québec et d'autres dispositions législatives afin de faciliter l'intégration des immigrants au marché du travail
Présenté par la députée de Jeanne-Mance–Viger le **21 mai 2013**
- 42) Projet de loi n° 395
Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec et la Loi sur les permis d'alcool
Présenté par le député de Huntingdon le **7 juin 2013**
- 43) Projet de loi n° 397
Charte des municipalités
Présenté par le député de Beauce-Nord le **24 octobre 2013**

- 44) Projet de loi n° 398
Charte de la laïcité de l'État québécois
Présenté par la députée de Gouin le **9 octobre 2013**
- 45) Projet de loi n° 399
Loi visant à enrayer la maltraitance des personnes vulnérables hébergées dans le réseau de la santé et des services sociaux
Présenté par la députée de Saint-Henri–Sainte-Anne le **10 octobre 2013**
- 46) Projet de loi n° 490
Loi modifiant le Code de procédure pénale afin de normaliser pour les mineurs les amendes imposées en vertu du Code de la sécurité routière
Présenté par le député de Marguerite-Bourgeoys le **22 octobre 2013**
- 47) Projet de loi n° 492
Charte de la laïcité
Présenté par la députée de Montarville le **23 octobre 2013**
- 48) Projet de loi n° 493
Loi proclamant le Mois du nanisme
Présenté par la députée de Gouin le **24 octobre 2013**
- 49) Projet de loi n° 494
Loi proclamant la Journée nationale de sensibilisation à l'hépatite C
Présenté par le député de Mercier le **29 octobre 2013**
- 50) Projet de loi n° 495
Loi fixant les conditions pour dissoudre l'Assemblée nationale avant l'expiration d'une législature
Présenté par le député de Mercier le **30 octobre 2013**
- 51) Projet de loi n° 496
Loi visant à prévenir et à réduire les conséquences liées à un traumatisme crânien ou à une commotion cérébrale chez un élève pratiquant une activité sportive scolaire
Présenté par la députée de Notre-Dame-de-Grâce le **30 octobre 2013**
- 52) Projet de loi n° 497
Loi concernant la mise en œuvre dans le domaine municipal de certaines recommandations du rapport *Innover pour pérenniser le système de retraite*
Présenté par le député de Lévis le **31 octobre 2013**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

53) Projet de loi n° 207

Loi concernant la Ville de Windsor

Présenté par la députée de Richmond le **5 novembre 2013**, et

Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

54) Projet de loi n° 210

Loi modifiant la Loi fusionnant Centre de réadaptation Mackay et L'Association montréalaise pour les aveugles sous le nom de Centre de réadaptation MAB-Mackay / MAB-Mackay Rehabilitation Centre

Présenté par la députée de Notre-Dame-de-Grâce le **13 novembre 2013**, et

Renvoyé à la Commission des institutions

55) Projet de loi n° 211

Loi concernant la Ville de Sherbrooke

Présenté par le député de Sherbrooke le **14 novembre 2013**, et

Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

*Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission
peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée*

[COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE](#)

[COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE](#)

Mandat conféré par une loi

- Audition portant sur la déficience intellectuelle et les troubles envahissants du développement.
- Audition portant sur la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances.
- Audition portant sur les services à domicile.
- Audition portant sur la non-production de déclarations à Revenu Québec.
- Audition portant sur le contrôle et la surveillance de l'assainissement des eaux usées municipales et le contrôle et la surveillance de la production d'eau potable.
- Audition portant sur les interventions gouvernementales dans le secteur minier.
- Audition portant sur la gestion administrative du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
- Audition portant sur la gestion administrative de la Régie de l'assurance maladie du Québec.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES
RESSOURCES NATURELLES

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- Étude de l'acceptabilité pour le Québec du projet proposé par Enbridge Pipelines inc. sur le renversement vers l'est du flux de l'oléoduc 9B situé entre North Westover et Montréal décrit notamment dans le document intitulé *Inversion du flux de l'oléoduc 9B d'Enbridge* (mandat confié le 13 novembre 2013).

Mandat réglementaire

Interpellation :

- Du député de Huntingdon au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation sur le sujet suivant : *L'immobilisme du gouvernement péquiste en matière d'agriculture au Québec* (avis donné le 14 novembre 2013).

Mandat d'initiative

- Audition du Forestier en chef relativement à l'application du nouveau régime forestier.
- Production d'un rapport relativement au mandat de surveillance entrepris lors de la 39^e législature à l'égard de La Financière agricole du Québec.

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 64**, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal (mandat confié le 26 novembre 2013).
- **Projet de loi n° 207**, Loi concernant la Ville de Windsor (mandat confié le 5 novembre 2013).
- **Projet de loi n° 211**, Loi concernant la Ville de Sherbrooke (mandat confié le 14 novembre 2013).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Société d'habitation du Québec.

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 14**, Loi modifiant la Charte de la langue française, la Charte des droits et libertés de la personne et d'autres dispositions législatives (mandat confié le 30 mai 2013).
- **Projet de loi n° 45**, Loi sur le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie (mandat confié le 4 juin 2013).

Mandat conféré par une loi

- Examen du plan stratégique 2012-2016 de la Société de télédiffusion du Québec.
- Audition des dirigeants des établissements d'enseignement de niveau universitaire.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Société de télédiffusion du Québec.
- Musée national des beaux-arts du Québec.
- Musée de la civilisation.
- Musée d'art contemporain de Montréal.

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 39**, Loi sur les régimes volontaires d'épargne-retraite (mandat confié le 1^{er} octobre 2013).

Mandat réglementaire

- Étude trimestrielle de la politique budgétaire du gouvernement et de l'évolution des finances publiques.

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

- Audition du ministre de la Justice concernant les commentaires de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse rendus publics le 17 octobre 2013 sur les orientations gouvernementales au sujet du projet de charte des valeurs québécoises ainsi que sur le caractère inconstitutionnel du projet gouvernemental (mandat confié le 14 novembre 2013).

Consultation générale :

- **Projet de loi n° 60**, Charte affirmant les valeurs de laïcité et de neutralité religieuse de l'État ainsi que d'égalité entre les femmes et les hommes et encadrant les demandes d'accommodement (mandat confié le 12 novembre 2013).

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 61**, Loi visant principalement le recouvrement de sommes payées injustement par des organismes publics relativement à certains contrats dans l'industrie de la construction (mandat confié le 21 novembre 2013).

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 28**, Loi instituant le nouveau Code de procédure civile (mandat confié le 24 septembre 2013).
- **Projet de loi n° 35**, Loi modifiant le Code civil en matière d'état civil, de successions et de publicité des droits (mandat confié le 28 mai 2013).

- **Projet de loi n° 51**, Loi modifiant la Loi sur la division territoriale et d'autres dispositions législatives (mandat confié le 6 novembre 2013).
- **Projet de loi n° 210**, Loi modifiant la Loi fusionnant Centre de réadaptation Mackay et L'Association montréalaise pour les aveugles sous le nom de Centre de réadaptation MAB-Mackay / MAB-Mackay Rehabilitation Centre (mandat confié le 13 novembre 2013).

Mandat conféré par une loi

- Étude des rapports d'activités 2007-2008 à 2011-2012 du Commissaire au lobbyisme.

Mandat réglementaire

- Audition du Protecteur du citoyen.
- Audition du Directeur général des élections.

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Commissaire au lobbyisme.
- Commissaire à l'éthique et à la déontologie.
- Commissaire à la lutte contre la corruption.
- Tribunal administratif du Québec.
- Office des professions du Québec.

Mandat d'initiative

- Étude du rapport *Propositions de modifications à la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* du Commissaire au lobbyisme.
- Audition de M. Pierre Marc Johnson, négociateur en chef pour le Québec, du ministre des Relations internationales, de la Francophonie et du Commerce extérieur et du ministre des Finances et de l'Économie dans le cadre des négociations concernant l'entente de principe survenue le 18 octobre 2013 relativement à l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne, et des suites à y donner.

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 52**, Loi concernant les soins de fin de vie (mandat confié le 29 octobre 2013).

Mandat conféré par une loi

- Étude du rapport sur la mise en œuvre de la Loi sur le tabac.
- Étude des rapports annuels 2011-2012 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Côte-Nord, Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, Lanaudière, Montérégie, Laval, Montréal, Laurentides, Saguenay–Lac-Saint-Jean et Abitibi-Témiscamingue (déféré le 15 novembre 2012).
- Étude du rapport annuel 2011-2012 de la Régie régionale de la santé et des services sociaux Nunavik (déféré le 14 février 2013).
- Étude des rapports annuels 2012-2013 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Capitale-Nationale, Montérégie, Laval, Outaouais, Laurentides, Saguenay–Lac-Saint-Jean et Montréal (déféré le 2 octobre 2013); Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (déféré le 10 octobre 2013); Abitibi-Témiscamingue, Bas-Saint-Laurent, Chaudière-Appalaches, Côte-Nord, Estrie, Lanaudière, Mauricie et Centre-du-Québec (déféré le 7 novembre 2013).
- Étude du rapport annuel 2012-2013 de la Régie régionale de la santé et des services sociaux Nunavik (déféré le 12 novembre 2013).

Mandat d'initiative

- Les conditions de vie des adultes hébergés en centre d'hébergement et de soins de longue durée.

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat de l'Assemblée

- Faire la lumière sur les événements survenus le 24 octobre dernier concernant les interventions du ministre du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs auprès de l'organisme public et indépendant qu'est le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) (mandat confié le 22 novembre 2012).

Mandat conféré par une loi

- Étude du rapport de la Société de l'assurance automobile du Québec sur l'encadrement de la publicité automobile.

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent
au Feuilleton du mercredi*

- 17) Mme David (Gouin) – **10 octobre 2013**
À la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale :

Le 28 mai dernier, la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale annonçait des modifications réglementaires à l'aide aux personnes et aux familles et dévoilait son *Engagement de services pour l'emploi et pour « n'échapper personne »*.

Selon le document du ministère, ces modifications actualisent la notion de contraintes temporaires en fonction du contexte du marché du travail et ont pour conséquence, entre autres, de :

- hausser de 55 à 58 ans l'âge permettant d'être admissible à l'allocation mensuelle de 129\$ pour contraintes temporaires à l'emploi;
- revoir l'admissibilité à l'allocation mensuelle de 129\$ pour contraintes temporaires accordée aux familles composées de deux adultes en raison de la garde d'un enfant d'âge préscolaire.

Si on en croit l'*Engagement de services*, à partir du 1^{er} juillet 2013, toutes les personnes concernées par ces modifications devraient avoir été rencontrées afin de leur proposer un plan personnalisé d'intervention pour favoriser leur intégration en emploi. Des mesures pour atteindre cet objectif leur auraient été proposées.

Quand la ministre va-t-elle rendre public un bilan complet, pour chacune des régions administratives, des rencontres tenues avec les personnes concernées par son *Engagement de services pour l'emploi et pour « n'échapper personne »* découlant des modifications réglementaires à l'aide sociale?

Quels ont été les processus d'employabilité et les mesures d'aide à l'emploi, dans chacune des régions du Québec, proposés aux personnes qui ont été rencontrées dans le cadre de l'*Engagement de services*?

18) Mme David (Gouin) – **10 octobre 2013**

À la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale :

Le 28 mai dernier, la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale annonçait des modifications réglementaires à l'aide aux personnes et aux familles et dévoilait son *Engagement de services pour l'emploi et pour « n'échapper personne »* qui précisait que toutes les personnes concernées par ces modifications devraient avoir été rencontrées afin de leur proposer un plan personnalisé d'intervention pour favoriser leur intégration en emploi.

Dans la brochure *Briser le cycle de la pauvreté par une approche globale et cohérente*, il est également mentionné que pour les jeunes familles et ce, jusqu'au 30 septembre 2013, « les prestataires pourront conserver leur allocation de 129\$ tant qu'elles et ils n'auront pas pris part à un processus d'employabilité. Dès le début d'une participation à une mesure d'aide à l'emploi, l'allocation pour contraintes temporaires de 129\$ pourra être remplacée par une allocation d'aide à l'emploi pouvant aller jusqu'à 195\$ par mois ».

Pour chacune des régions administratives :

- Combien de personnes, membres d'une jeune famille ayant un enfant d'âge préscolaire, ont été rencontrées entre le 1^{er} juillet et le 30 septembre? Quel pourcentage cela représente-t-il par rapport à l'ensemble des personnes concernées par le nouveau règlement?
- Qu'est-ce que la ministre envisage de faire pour les personnes concernées qui n'auraient pas été rencontrées?

- Combien de ces personnes rencontrées ont accepté de participer à une mesure d'emploi ou à un processus d'employabilité?
- Combien de ces personnes rencontrées ont perdu leur allocation pour contrainte temporaire à l'emploi?
- Est-ce que les personnes qui n'ont pas été rencontrées, au 30 septembre, conservent leur allocation pour contrainte temporaire à l'emploi de 129\$ jusqu'à ce qu'elles aient été rencontrées et aient pris part à un processus d'employabilité?
- Combien de personnes, à compter du 30 septembre, ont reçu une allocation de 195\$ par mois pour participer à une mesure d'aide à l'emploi?
- Combien de personnes ont accepté de participer à une telle mesure sans que celle-ci ne soit disponible au 30 septembre? Dans ces cas, ont-elles bénéficié de l'allocation de 195\$ dès leur acceptation de participer ou ont-elles conservé l'allocation de 129\$ tant que la mesure n'était pas disponible?
- Combien des personnes rencontrées, membres d'une famille avec un enfant d'âge préscolaire, proviennent de l'immigration? Est-ce que des mesures spécifiques pour ces personnes ont été mises en place, sachant que bien souvent le problème n'en est pas un de qualification, mais bien d'accès à un emploi?

19) **Mme David (Gouin) – 10 octobre 2013**

À la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale :

Le 28 mai dernier, la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale annonçait des modifications réglementaires à l'aide aux personnes et aux familles. La modification réglementaire concernant les prestataires de 53 et 54 ans s'appliquait dès le 1^{er} juillet 2013. La ministre a répété à maintes reprises qu'elle n'échapperait personne.

Pour chacune des régions administratives :

- Combien de personnes de 53 et 54 ans ont été rencontrées entre le 1^{er} juillet et le 30 septembre 2013? Quel pourcentage cela représente-t-il par rapport à l'ensemble des personnes concernées par le nouveau règlement?
- Qu'est-ce que la ministre envisage de faire pour les personnes concernées qui n'auraient pas été rencontrées?
- Combien d'entre elles ont accepté de participer à une mesure d'emploi ou à un processus d'employabilité?

- Combien de ces personnes rencontrées ont perdu leur allocation pour contrainte temporaire à l'emploi?
- Est-ce que les personnes qui n'ont pas été rencontrées, au 1^{er} juillet dernier, ont conservé leur allocation pour contrainte temporaire à l'emploi de 129\$ jusqu'à ce qu'elles aient été rencontrées et aient pris part à un processus d'employabilité?
- Combien de personnes, à compter du 30 septembre, ont reçu une allocation de 195\$ par mois pour participer à une mesure d'aide à l'emploi?
- Combien de personnes ont accepté de participer à une telle mesure sans que celle-ci ne soit disponible au 1^{er} juillet? Dans ces cas, ont-elles bénéficié de l'allocation de 195\$ dès leur acceptation de participer ou ont-elles conservé l'allocation de 129\$ tant que la mesure n'était pas disponible?
- Quel pourcentage des personnes atteignant l'âge de 54 ans entre le 1^{er} juillet et le 30 septembre se retrouve seulement avec la prestation de base?

20) M. Bonnardel (Granby) – **5 novembre 2013**

À la ministre du Travail :

Au Québec, lorsqu'une entreprise est vendue, son dossier en santé et sécurité au travail est transféré au nouvel acquéreur, et cela même si le nouvel acquéreur opère sous une nouvelle raison sociale et un nouveau numéro d'entreprise du Québec et même si l'ancien propriétaire continue d'exploiter un commerce similaire sous l'ancienne raison sociale et l'ancien numéro d'entreprise du Québec.

La ministre du Travail peut-elle nous expliquer pourquoi les dossiers d'accidents de la Commission de la santé et de la sécurité du travail sont traités ainsi, ce qui peut mener à déresponsabiliser les réels fautifs et léser les intérêts des nouveaux acquéreurs ?

21) M. Bonnardel (Granby) – **5 novembre 2013**

Au ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire :

Au Québec, la loi établit qu'un locataire peut rester dans son logement aussi longtemps qu'il le désire, s'il respecte toutes les conditions de son bail. C'est ce qu'on appelle le droit au maintien dans les lieux. Il y a toutefois des exceptions à cette règle, et la reprise du logement en est une. Le locateur, propriétaire d'un immeuble, peut reprendre un de ses logements. Si l'immeuble appartient à plus d'une personne, la reprise du logement ne peut généralement être exercée que

s'il n'y a qu'un seul autre copropriétaire et que ce dernier est son conjoint. Par exemple, un frère et une sœur copropriétaires ne peuvent reprendre un logement.

Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire peut-il nous donner les raisons qui motivent cette disposition de la loi et empêchent deux personnes d'une même famille immédiate copropriétaires de reprendre un logement pour l'usage personnel de l'un d'eux dans un immeuble qui leur appartient ?

22) M. Sklavounos (Laurier-Dorion) – **6 novembre 2013**
À la ministre des Ressources naturelles :

Le 22 novembre 2012, la première ministre a annoncé, en marge du Conseil de la fédération, la création d'un comité mixte Québec-Alberta sur le pétrole et son acheminement vers le Québec.

Le 29 mai 2013, l'Assemblée nationale a adopté la motion suivante :

« Concernant le projet d'Enbridge d'inverser le pipeline numéro 9, que l'Assemblée nationale exige du gouvernement péquiste qu'il prenne les mesures nécessaires afin que les analyses économiques, environnementales et sociales, ainsi que les consultations, soient complétées avant le 1^{er} décembre 2013;

« Que dans l'intervalle, toutes les études et tous les rapports produits, découlant du comité conjoint ou à l'initiative du gouvernement du Québec, soient rendus publics dans les quinze jours suivant leur réception, y compris le rapport économique que possède depuis plus d'un mois le ministre des Finances. »

Le gouvernement n'a pas donné suite à cette motion. Nous demandons donc au gouvernement :

- Est-ce qu'un ou des rapports ou autres documents ont été produits par le Comité mixte Québec-Alberta sur le pétrole ? Le cas échéant, à quelle date ?
- Est-ce que le ministre ou un membre de son cabinet ont reçu copie de ces rapports ou autres documents ? Le cas échéant, à quelle date ?
- Est-ce que le gouvernement de l'Alberta a reçu les rapports ou autres documents du Comité ? Le cas échéant, à quelle date ?

- 23) M. Dubé (Lévis) – **7 novembre 2013**
Au ministre des Finances et de l'Économie :

À la lumière des plus récentes déclarations du ministre des Finances et de l'Économie et de ce qu'ont rapporté plusieurs médias d'information, il devient de plus en plus probable que le Québec soit toujours en déficit en 2013-2014. Si nous voulons que les parlementaires puissent prendre les meilleures décisions possibles lors des prochains débats sur la situation budgétaire du gouvernement, les députés de tous les partis représentés à l'Assemblée nationale doivent avoir l'heure juste quant au contrôle des dépenses de l'État. Ainsi, il importe que lors de la mise à jour économique que présentera le ministre des Finances et de l'Économie, les renseignements fournis sur les finances publiques fassent ressortir clairement l'ensemble des informations consolidées de la situation budgétaire.

Je demande au ministre des Finances et de l'Économie de fournir le portrait de la croissance des dépenses de programmes et des dépenses consolidées et que l'information demandée :

- apparaisse de manière comparable à celles des pages 31 et 81 des comptes publics 2012-2013 (volume 1) ;
- concernant celle portant sur les organismes non budgétaires et les fonds spéciaux du gouvernement du Québec, qu'elle puisse apparaître de façon à comprendre, sur une base comparable, les prévisions de revenus et de dépenses (au total) ainsi que leur variation par rapport à l'année dernière, et ce, de manière ventilée.

- 24) M. Bonnardel (Granby) – **12 novembre 2013**
Au ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire :

Au point 4 de la section 2 du Règlement sur la sécurité des piscines résidentielles, on mentionne qu'une enceinte doit :

- empêcher le passage d'un objet sphérique de 10 cm de diamètre ;
- être d'une hauteur d'au moins 1,2 m ;
- être dépourvue de tout élément de fixation, saillie ou partie ajourée pouvant en faciliter l'escalade.

La Ville de Granby veut savoir si les clôtures courantes en fer forgé de 1,2 mètre de hauteur sont conformes au Règlement. Il faut comprendre que ces clôtures sont équipées d'une pièce de métal horizontale localisée à environ 15 cm du sol et 15 cm du haut, dont la vocation est de solidifier la structure.

Lorsque l'on consulte votre ministère sur le sujet, on nous avise que ce genre de questions exige une interprétation du Règlement et que, par conséquent, elles sont d'ordre juridique et que le ministère ne donne en aucun cas d'avis juridiques aux municipalités, qui normalement doivent s'en remettre aux conseils de leurs services juridiques respectifs.

Or, si le ministère s'en remet aux municipalités pour interpréter ses règlements, n'ouvre-t-il pas la porte à une réglementation différente dans chacune des municipalités ?

25) M. Bonnardel (Granby) – **19 novembre 2013**

À la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale :

À l'article 20 de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles, il est stipulé que l'aide financière accordée à une personne physique, sauf s'il s'agit d'un employeur, est incessible et insaisissable, à l'exception de la portion de l'allocation d'aide à l'emploi qui excède un montant fixé par règlement, laquelle est saisissable pour dette alimentaire jusqu'à concurrence de 50 %.

Présentement, si un jugement est rendu par la Régie du logement contre un locataire qui est bénéficiaire du Programme de solidarité sociale ou du Programme d'aide sociale, le propriétaire dudit logement ne peut faire exécuter cette décision car les prestations sont insaisissables.

Or, cet article de la loi, qui se veut une protection pour les bénéficiaires, leur cause en fait préjudice en les rendant bien souvent indésirables auprès des propriétaires de logements. La ministre estime-t-elle qu'il serait souhaitable de modifier cette loi de façon à ce que, lorsqu'un jugement est rendu contre un tel bénéficiaire, des montants puissent être prélevés sur leur aide financière de dernier recours par Revenu Québec, au même titre que lorsqu'ils ont une dette envers Revenu Québec ?

- 26) M. Deltell (Chauveau) – **27 novembre 2013**
Au ministre des Transports :

En juin 2006, le Québec se dotait d'une politique en matière du transport collectif intitulée *Pour offrir de meilleurs choix aux citoyens*. Ce document met en lumière les dimensions économiques, environnementales et sociales liées à l'utilisation du transport collectif et à son accessibilité.

Or, voilà que l'année dernière, des changements dans les modalités du Programme d'aide gouvernementale au transport collectif régional ont eu pour conséquence de réduire de 265 000 \$ l'aide financière que le ministère accordait annuellement à la MRC de la Jacques-Cartier. Cette diminution de l'aide survient alors que l'on constate une augmentation de la population de la MRC ainsi que des besoins grandissants en transport collectif pour ces citoyens désirant se rendre dans l'agglomération de Québec.

Mme Francine Breton, directrice générale de la MRC, a envoyé une lettre le 19 septembre dernier à Mme France Dompierre, directrice au ministère des Transports, demandant des mesures de financement pour un montant de 500 000 \$.

La MRC de la Jacques-Cartier doit adopter son budget d'opération le 4^e mercredi de novembre, mais comme la réponse reçue du ministère ne garantit aucune somme d'argent, elle ne peut donc pas planifier adéquatement son offre de transport collectif en ne connaissant pas les montants qui lui seront octroyés.

Le ministre des Transports peut-il nous expliquer pourquoi le ministère a coupé la subvention à la MRC de la Jacques-Cartier ? Est-ce qu'il s'engage à annuler cette coupure qui affecte durement la MRC ?

Est-ce que le ministre s'engage à considérer les besoins particuliers de la MRC de la Jacques-Cartier dans sa Politique de mobilité durable ?

Partie 6
PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

- a) 7 juin 2013
Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles et d'autres dispositions législatives – *ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.*

Projets de loi publics au nom des députés

- b) 27 novembre 2012
Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux afin d'améliorer la gestion des listes d'accès aux services médicaux spécialisés et surspécialisés – *député de Jean-Talon.*
- c) 7 juin 2013
Loi sur le commissaire à l'intégrité politique et administrative – *député de Saint-Jérôme.*

Projets de loi d'intérêt privé

- d) 12 novembre 2013
Loi concernant Tricentris, centre de tri – *député d'Argenteuil.*

II. NOUVEAUX PRÉAVIS